

# « LE MAÎTRE-MOT DE 2020 ÉTAIT LA PROTECTION, CELUI DE 2021 DOIT ÊTRE L'INVESTISSEMENT »

*Étude de France Invest et Grant Thornton sur l'activité 2020 des acteurs français du capital-investissement et de l'infrastructure*



*Dominique Gaillard*



*Thierry Dartus*

**L**e 23 mars, France Invest (Association des Investisseurs pour la Croissance) et Grant Thornton ont présenté l'activité 2020 des acteurs français du capital-investissement et de l'infrastructure.

Pour la première fois, l'étude de France Invest et Grant Thornton intègre l'activité en capital des fonds d'infrastructure.

Selon France Invest, « Les fonds d'infrastructure ont une activité similaire aux fonds de capital-investissement, il ap-

paraissait donc comme une évidence de regrouper ces deux segments du non-coté dans une seule et même étude. Cette intégration se fait dans le cadre d'une montée en puissance des fonds d'infrastructure depuis plusieurs années. Ces derniers sont représentés au sein de France Invest par la Commission Infrastructure présidée par Vincent Levita ».

Rappelons que France Invest compte à ce jour 364 membres actifs dont 316 fonds de capital-investissement,

33 fonds d'infrastructure et 33 fonds de dette privée (ces derniers ne sont pas concernés par la présente étude et font l'objet d'une étude à part).

« En 2020, les fonds de capital-investissement et d'infrastructure ont joué à plein leur rôle de soutien à l'économie française, qui traverse l'une des plus profondes crises de ces dernières décennies. Les professionnels de l'investissement en capitaux propres ont été présents pour accompagner et refinancer leurs participations et pour permettre à des entreprises familiales et à des start-up de financer leurs projets. Au printemps 2021, un dispositif d'obligations relance, soutenu par une garantie d'Etat, devrait être opérationnel avec la contribution de France Invest. Il pourrait permettre à près de 2.000 PME et ETI qui auront besoin, pour rebondir, de renforcer leur haut de bilan, d'avoir accès ces deux prochaines années, non seulement à des financements non dilutifs, mais aussi de bénéficier du savoir-faire à haute valeur ajoutée des fonds pour traverser une phase complexe de relance », a commenté Dominique Gaillard, Président sortant de France Invest<sup>1</sup>.

Le taux de réponse à l'étude a été de 93%, avec 288 répondants sur les 309 membres interrogés.

En 2020, 23,1 milliards d'euros ont été investis dans 2.150 entreprises et projets d'infrastructure.

Quant aux désinvestissements, plus de 1.300 entreprises ont été désinvesties totalement ou partiellement.

« L'industrie du capital-investissement a été présente pour aider les entreprises en 2020 puisque 17,8 milliards d'euros ont été investis dans 2.027 entreprises, dont 4 sur 5 sont basées en France », souligne Dominique Gaillard. « Ce montant représente une baisse de 8% seulement par rapport à 2019, malgré une année difficile sur bien de sujets. En nombre d'opérations, on constate une baisse de 12% », note-t-il.

Le nombre d'entreprises accompagnées reste supérieur à la moyenne de long terme (1.739 de 2006 à 2019).

Les investissements en capital-innovation se maintiennent à un haut niveau en 2020 (2,2 milliards d'euros investis dans 927 entreprises, contre 2,4 milliards en 2019).

« Nous sommes très loin des effondrements que l'on a pu connaître, notamment lors de la crise des subprimes en 2008 », ajoute Thierry Dartus, associé, Transaction Advisory Services chez Grant Thornton.

Selon l'étude, 40% des montants investis en 2020 le sont dans les entreprises qui ont ouvert leur capital pour la première fois.

En termes de la répartition sectorielle, le médical/biotech est au 1er rang en investissements (+48% vs. 2019) avec 4,3 milliards d'euros investis dans 321 entreprises. Le secteur de l'informatique et du numérique a également affiché une forte progression avec 3,5 milliards investis dans 564 opérations (contre 2,9 milliards en 2019).

En ce qui concerne la répartition géographique, 71% des montants investis l'ont été en France dans plus de 1.500 entreprises (77% du nombre total d'entreprises investies).

« On ne peut que se réjouir du bon niveau d'activité du capital-investissement et de l'implication du Private Equity pour soutenir l'activité des PME et des ETI », insiste Thierry Dartus.

Quant aux capitaux levés en 2020, le marché s'est montré résilient : au total, 23,5 milliards d'euros ont été levés dont 18,5 milliards pour le capital-investissement et 5 milliards pour les fonds d'infrastructure.

En 2017-2019, les investisseurs français représentent la moitié des capitaux levés par les acteurs du capital-investissement et des fonds d'infrastructure, alors qu'en 2020 ils représentent deux tiers des fonds levés. « La baisse du nombre d'investisseurs étrangers s'explique par la baisse du nombre de grosses levées de fonds en 2020 ainsi que par la difficulté pour les investisseurs étrangers de mener leurs investissements en distanciel dans le contexte du Covid », estime Dominique Gaillard. « Enfin, la BPI a joué son rôle pour aider les levées de fonds, en particulier pour les first time funds, notamment en capital-risque et en Growth, ce qui explique également la sur-pondération française », ajoute-t-il. Selon Dominique Gaillard, « l'impact du mécanisme Tibi commence également à être perceptible ».

Le montant des capitaux levés pour le capital-investissement affiche une baisse de 12% par rapport à 2019. L'étude permet de constater une progression de fonds de taille comprise entre 100 millions d'euros et 1 milliard d'euros qui regroupent 60% des capitaux levés en 2020, contre 38% en 2019. La plupart de ces fonds ont vocation à investir dans des entreprises basées en France.

En 2020, on observe le retour au premier plan des engagements des compagnies d'assurances et des mutuelles, essentiellement françaises, qui représentent 26% de la collecte (+63% vs 2019). Les assureurs se sont engagés auprès des fonds, notamment pour participer à la relance. L'étude permet également de noter la progression des souscriptions du secteur public (+70%), qui représente 15% de la collecte, ainsi que l'augmentation des souscrip-

<sup>1</sup> Le 15 juin 2021, Claire Chabrier a été élue Présidente de France Invest.

tions de la part des banques (+70%), qui représente 10% de la collecte. L'année 2020 est également marquante par la bonne tenue des investissements des personnes physiques et Family Offices dans les fonds de capital-investissement. Ils représentent 13% de la collecte. Le recul des caisses de retraite, des fonds de pension et des fonds souverains s'explique essentiellement par l'absence de levées de fonds de grande taille et par la difficulté de lever des fonds à l'international en 2020 dans le contexte du Covid.

En 2020, on constate une forte progression des prévisions d'engagements dans les fonds de capital-innovation (+35% par rapport à 2019). Avec le montant de près de 3,4 milliards d'euros en 2020, cette catégorie est en croissance et on peut y voir les effets du mécanisme Tibi. De plus, « les certains secteurs ont fait plus que résister durant la crise, ce qui a rendu cette classe d'actifs encore plus attractive ».

Le capital-développement affiche également une croissance de 35% avec près de 7,2 milliards d'euros. L'activité de capital-transmission affiche un recul de 39% par rapport à 2019 (avec près de 8 milliards d'euros en 2020 contre 13,1 milliards en 2019).

En 2020, 5 milliards d'euros ont été levés par les fonds d'infrastructure dont les principaux souscripteurs sont les compagnies d'assurances et les fonds de pension avec près de 2/3 de la collecte.

La levée des fonds d'infrastructure est très ouverte sur l'international. Près de 60 % des capitaux ont été mobilisés auprès d'investisseurs internationaux (vs. 67 % entre 2017-2019).

Quant aux investissements des fonds infra, en 2020, 5,3 Mds€ ont été investis dans 121 projets d'infrastructure, majoritairement basés en France.

Les investissements se maintiennent à un haut niveau, malgré un repli par rapport à 2019, année exceptionnelle (-26% en montants et -25% en nombre).

« En matière de la répartition géographique, on observe une stabilité des investissements en France, tant en nombre qu'en montant », constate Thierry Dartus. « 26% des in-

vestissements ont été réalisés en France, à hauteur de 1,4 milliards d'euros, sur un peu plus de 50% des opérations réalisées en 2020 ».

En termes de répartition sectorielle, le secteur des énergies renouvelables confirme sa prépondérance en nombre d'opérations et en montants, avec 1,8 milliard d'euros investis dans plus de 70 opérations. Le secteur des transports recule quand celui des télécommunications où 10 opérations ont été recensées progresse en 2020, avec 1,6 milliard d'euros investis.

« Si l'opération Suez / Veolia se déboucle – quel que soit le scénario - elle permet, à elle seule, de doubler les montants investis en 2020 en infrastructure. Cela démontre le caractère très consolidé de ce sous-segment, à la différence de celui du capital-investissement », note Dominique Gaillard.

« L'étude sur l'infrastructure a démarré en 2017. Les chiffres 2020 sont au dessus des chiffres 2017 mais en dessous de ceux de 2018 et de 2019, deux années fastes pour les levées de fonds d'infrastructure portées chaque année par 2-3 gros fonds », rappelle-t-il.

A noter qu'à fin 2019, 8.300 entreprises ont été accompagnées par un fonds de capital-investissement dont 7.000 basées en France. Ces entreprises sont pour près de 80% d'entre elles des PME et pour 20% des ETI. En 2019, elles ont créé 55.000 emplois. Sur 5 ans, elles ont créé 280.000 emplois.

« Le maître-mot de 2020 était la protection, celui de 2021 doit être l'investissement, a déclaré le Ministre de l'Économie. Notre étude confirme encore une fois le soutien d'envergure des professionnels du capital investissement auprès des jeunes structures, entreprises familiales et ETI de notre tissu productif hexagonal. Désormais, c'est dans un contexte sanitaire toujours fragilisé que doit s'opérer la relance. Les différents dispositifs intégrés dans le plan de relance du gouvernement, ainsi que l'importance des levées de fonds du millésime 2020 doivent permettre de favoriser les conditions d'un fort rebond de l'économie, en parallèle de la campagne de vaccination de masse », conclut Thierry Dartus.